

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du mardi 29 avril 2025

Membres en exercice : 26
Présents : 15
Procuration(s) : 7
Absent(s) : 4
Nombres de votants : 22
Votes pour : 18
Vote(s) contre : 2
Abstention(s) : 2
Date de la convocation : vendredi 18 avril 2025

DELIBERATION N°DL_CP2025_0079

Relative au projet de conventionnement entre le Conseil Départemental de Mayotte et la Direction territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse de La Réunion

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-neuf avril, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Soibahadine NDAKA, Madame Mariam SAID KALAME, Monsieur Ali OMAR, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Rosette VITTA, Monsieur Alain SARMENT, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echati ISSA, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC

Conseillers départementaux représentés :

Madame Zouhourya MOUAYAD BEN donne pouvoir à Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE donne pouvoir à Madame Echati ISSA, Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Madame Soihirat EL HADAD, Monsieur El Anrif HASSANI donne pouvoir à Monsieur Nadjayedine SIDI, Madame Farianti MDALLAH donne pouvoir à Monsieur Ali OMAR, Madame Laini ABDALLAH BOINA donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU, Monsieur Abdoul KAMARDINE donne pouvoir à Madame Bibi CHANFI

Conseillers départementaux absents :

Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Zamimou AHAMADI, Monsieur Daniel ZAIDANI, Madame Zaounaki SAINDOU

Secrétaire de séance désignée :

Madame Hélène POLLOZEC

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** le code de l'action sociale et des familles
- Vu** la délibération n°DL_AP2021_0197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil Départemental de Mayotte ;
- Vu** la délibération n° DL_AP2022_0203 relative aux délégations d'attributions du Conseil Départemental données à sa Commission Permanente ;
- Vu** la délibération n°DL_AP2025_0024 du 25 mars 2025 relative au budget primitif 2025 ;

Considérant que le projet présenté répond aux besoins du territoire et aux orientations politiques définies par l'exécutif ;

- Considérant** que les objectifs du projet sont en cohérence avec les orientations politiques en matière des solidarités et de la cohésion sociale ; et répondent aux attentes de la communauté mahoraise installée à la Réunion ;
- Considérant :** le rapport n°2025-002462 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Considérant** l'avis de la Commission Administration générale, transports et transition écologique du 25 avril 2025.

Après en avoir délibéré, par

18 voix Pour

2 voix Contre : Monsieur Alain SARMENT, Madame Hélène POLLOZEC

2 abstentions : Madame Mariam SAID KALAME, Monsieur Soula SAID SOUFFOU

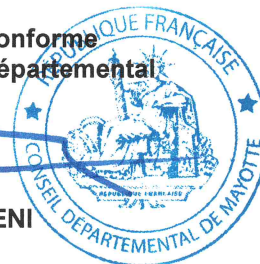
Le Conseil Départemental,

DECIDE

- Article 1 :** d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer la convention de partenariat entre le Conseil Départemental de Mayotte et la Direction territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse de La Réunion ;
- Article 2 :** en application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de L'État dans le Département.

**Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental**

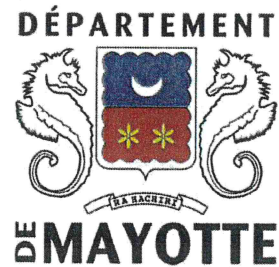
Ben Issa OUSSENI



ANNEXE 1



Direction de
la protection judiciaire
de la jeunesse



Convention cadre relative au partenariat entre la Protection Judiciaire de la Jeunesse de La Réunion et Le Conseil Départemental de Mayotte

Entre les soussignés,

*La direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse de La Réunion,
Représentée par madame Sonia JOACHIM-ARNAUD, directrice territoriale.*

*Le pôle territorial de formation (PTF) Île-de-France/Outremer de l'école nationale de la PJJ (ENPJJ),
Représentée par madame Marion FIRER, directrice.*

Et

*Le Conseil départemental de Mayotte – Délégation de Mayotte à La Réunion,
Représentée par monsieur Ben ISSA OUSSENI, Président.*

PREAMBULE

La protection judiciaire de la jeunesse (DTPJJ) est chargée de « l'ensemble des questions intéressant la justice des mineurs et de la concertation entre les institutions intervenant à ce titre ».

Ses missions :

- Contribuer à l'élaboration et à l'application des textes concernant les mineurs délinquants et les mineurs en danger : projets de lois, décrets, circulaires, etc. ;
- Apporter aux magistrats une aide permanente à la décision pour les mineurs délinquants comme pour les mineurs en danger notamment par des mesures dites « d'investigation » permettant d'évaluer la personnalité et la situation des mineurs ;
- Mettre en œuvre les décisions des tribunaux pour enfants dans les établissements et services du secteur public et du secteur associatif habilité ;
- Assurer le suivi éducatif des mineurs détenus ;
- Contrôler et évaluer l'ensemble des structures publiques et associatives accueillant des mineurs sous mandat judiciaire.

Le pôle territorial de formation Île-de-France/Outremer (PTF) de la protection judiciaire de la jeunesse est rattaché à l'école Nationale de la protection de la Jeunesse, chargée de la formation des agents. Une antenne territoriale de formation est présente à la Réunion et gère la formation des agents de la PJJ Réunion et de Mayotte. Cette antenne territoriale est rattachée au pôle territorial de l'Île de France.

La Délégation de Mayotte à La Réunion (DMR) est positionnée comme un véritable relais de l'action départementale de Mayotte à La Réunion.

Conformément aux orientations inscrites dans le plan de mandature 2021-2028 du CD, la DMR s'inscrit donc dans une programmation opérationnelle construite pour être déployée autour de trois axes stratégiques :

- Le rayonnement de Mayotte à La Réunion et dans le Bassin Sud de l'Océan Indien ;
- La collaboration avec les partenaires, les associations et les acteurs du territoire en favorisant l'interculturalité et le vivre ensemble ;
- La valorisation de l'excellence et des talents ;
- L'accompagnement social des familles et mineurs en provenance de Mayotte.

La DMR siège au comité opérationnel de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (CORAH) et de ce fait, s'inscrit dans ces orientations et notamment les initiatives qui contribuent à la dynamique interculturelle et celles qui luttent contre toutes formes de discrimination.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION CADRE

La présente convention fixe les modalités du partenariat entre la direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse de La Réunion, le pôle de formation territorial Île-de-France/outremer et la délégation de Mayotte à La Réunion.

Ce partenariat vise à conjuguer leurs actions afin de favoriser l'accès aux droits des jeunes sous- main de justice suivis sous protection judiciaire et leur permettre ainsi une meilleure réinsertion pendant ou après leur prise en charge judiciaire.

De manière générale, il s'agit de renforcer la prévention dans une perspective de réussite sociale, scolaire et éducative.

ARTICLE 2 – TRADUCTION ET INTERPRETARIAT

L'accompagnement des mineurs mahorais placés à La Réunion dans le cadre du schéma de placement Océan Indien (SPOI) et le lien avec leur famille résidant à Mayotte nécessitent régulièrement l'intervention d'un interprète ou d'un traducteur. Les services de milieu ouvert et les hébergements du service public ou du service associatif habilité peuvent solliciter la DMR particulièrement ses travailleurs sociaux pour assurer la traduction lors de temps importants dans la prise en charge (entretiens d'admission, audiences, synthèses, notification des décisions, recadrages éducatifs, décisions scolaires ou sanitaires signifiantes, etc.).

A défaut de possibilité pour la DMR de mettre à disposition un de ses professionnels, celle-ci oriente la DTPJJ vers les structures associatives locales de son réseau, susceptibles d'offrir une prestation de traduction fiable et de qualité. Ces prestations seront alors rémunérées par la PJJ ou les services du service associatif habilité qui feront appel à la DMR pour des interventions d'interprètes. Le coût de cette intervention est fixé à un prix horaire de 25 euros.

ARTICLE 3 – EXPERTISE ET ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

Les travailleurs sociaux de la DMR peuvent être mobilisés par les services de la DTPJJ pour une compréhension globale de la situation dans sa dimension interculturelle et environnementale.

Ils peuvent participer à des réunions de synthèse ou étude de situation en qualité d'expert et ce, dans le respect du secret professionnel et du partage d'informations, conformément aux dispositions de l'article L.241-2 du code de justice pénale des mineurs.

Les travailleurs sociaux de la DMR peuvent être mobilisés par les services de la DTPJJ pour effectuer des médiations auprès de familles et de professionnels de la PJJ, afin de veiller à une compréhension réciproque au-delà de la barrière de la langue.

ARTICLE 4 – ACCOMPAGNEMENT A LA PARENTALITE

La DMR peut participer aux ateliers et aux groupes de parole des familles, organisés par la PJJ, afin d'animer conjointement ces temps de rencontre entre familles réunionnaises et familles mahoraises. La vocation de ces ateliers est le vivre ensemble et le partage de problématiques communes liées à la prise en charge d'adolescents sous-main de justice.

La DMR met à disposition de la PJJ le calendrier des événements éducatifs planifiés sur tout le territoire réunionnais afin que les familles et les jeunes suivis par la PJJ puissent y participer, notamment l'organisation des rencontres (Dithé des parents) de familles de l'océan Indien du territoire réunionnais autour de thématiques ou d'événements culturels permettant de rompre l'isolement des familles et créer du réseau.

ARTICLE 5 – FAMILLES D'ACCUEIL

La DMR identifie des familles d'accueil susceptibles de prendre en charge des jeunes mahorais sous-main de justice en vue de leur permettre de rester en lien avec leur culture d'origine et de faciliter leur quotidien à La Réunion, notamment à l'occasion de fêtes ou d'événements spécifiques. Ces accueils peuvent être pérennes ou occasionnels.

La PJJ participe au recrutement des familles d'accueil et applique les procédures de recrutement déjà utilisées pour les familles d'accueil réunionnaises.

La DMR participe, en qualité de professionnel ressource, à l'évaluation et au recrutement de ces familles d'accueil et se mobilise lors des bilans et instances techniques autour de la situation des familles d'accueil mahoraises.

ARTICLE 6 – INSERTION SOCIOPROFESSIONNELLE

La DMR favorise l'insertion socioprofessionnelle des jeunes par le biais des structures associatives locales de son réseau et assure une mise en lien des associations d'insertion sociale et professionnelle avec les services et établissements de la DTPJJ.

La DTPJJ peut mettre à disposition son expertise au montage de projets éducatifs pour aider les associations à prendre en charge le public mineur sous-main de justice.

ARTICLE 7 – FORMATION ET PARTAGE D'EXPERIENCE

Les professionnels de la DMR intervenant au sein des structures DTPJJ et les personnes des associations fléchées par la DMR doivent suivre deux formations obligatoires afin de cerner les missions de la PJJ et son cadre juridique d'intervention.

Dispensées en présentiel ou en distanciel, intitulées « ABC de la PJJ » et « formation au code de justice pénale des mineurs – CJPM », ces formations sont organisées et délivrées par l'antenne du PTF de l'ENPJJ, présent à La Réunion (PTF Réunion-Mayotte). Cette offre de formation annuelle de l'ENPJJ est ouverte pour 1 à 3 places par session à la DMR et ce, à titre gratuit. Elles sont suivies dans les 6 mois du démarrage des interventions et peuvent se faire en amont des interventions.

Des temps d'analyse des pratiques professionnelles autour des interventions sociales et des traductions sont organisés pour réguler et améliorer les prises en charge communes.

La DMR peut par ailleurs dispenser des formations *in situ* aux professionnels de la DTPJJ sur l'interculturalité.

ARTICLE 8 – ACTION DE COMMUNICATION

La DMR et la DTPJJ peuvent engager des actions de communication en partenariat, tout en veillant à s'associer mutuellement aux événements forts de leur institution respective.

Une mutualisation des moyens sera toujours recherchée, notamment pour la participation aux événements liés à l'emploi public et à la formation des travailleurs sociaux.

ARTICLE 9 – CLAUSE DE CONFIDENTIALITE

Les intervenants au sein des unités éducatives de la PJJ sont tenus au secret professionnel dans les conditions prévues aux articles 226-1 et 226-14 du code pénal.

Les intervenants extérieurs à la DMR s'inscrivent dans le respect des dispositions de l'article L.241-2 du code de justice pénale des mineurs. Il dispose que les personnels des services et établissements de la DMR assurant le suivi des mineurs confiés peuvent transmettre des éléments concernant le mineur, éléments dont la connaissance est indispensable pour assurer sa protection ou permettre la compréhension de la situation du mineur. Les informations transmises dans ce cadre sont sous couvert de confidentialité. Le non-respect de la confidentialité est passible de poursuites.

ARTICLE 10 – ORGANISATION DU PARTENARIAT

Un comité de pilotage est institué. Il est constitué de représentants de la DTPJJ La Réunion, d'un représentant du PTF et des représentants de la DMR.

Il se réunit six mois après la date de signature de ladite convention, à l'initiative de la DTPJJ et ce, pour assurer le suivi et le bilan des actions conduites.

Les protocoles opérationnels qui déclinent de la présente convention font l'objet d'une évaluation par ce même comité de pilotage.

ARTICLE 11 – SUIVI ET EVALUATION

Les signataires suivent et évaluent les actions mentionnées dans le présent accord à partir d'indicateurs définis conjointement, à savoir :

- Nombre de demandes de traduction
- Nombre de traductions effectivement réalisées
- Nombre de familles d'accueil identifiées
- Nombre de familles d'accueil recrutées
- Nombre de jeunes placés en familles d'accueil mahoraises
- Nombre d'agents de la DMR formés par le PTF
- Nombre de formations « ABC PJJ » suivies
- Nombre de formations « CJPM » suivies
- Nombre de formations « interculturalité » dispensées par la DMR
- Nombre d'interventions de la DMR au titre de l'expertise – médiation (hors traduction)

ARTICLE 12 – DURÉE ET RECONDUCTION

La présente convention est établie pour une durée d'un an. Elle peut être renouvelée après évaluation.

Cette reconduction est l'occasion de définir de nouveaux objectifs à la suite de l'évaluation conduite et présentée en comité de pilotage.

ARTICLE 13 – AVENANTS - DÉNONCIATION

Toute modification à cette convention est soumise à l'accord exprès de l'ensemble des parties et donne lieu à l'établissement d'un avenant.

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties par courrier recommandé avec préavis de trois mois.

A Saint- Denis, Le , en trois exemplaires originaux.

**La Directrice territoriale de la
protection judiciaire de la
jeunesse de La Réunion**

**Le Président du Conseil
Départemental de Mayotte**

Mme Sonia JOACHIM-ARNAUD

M. Ben ISSA OUSSENI

**La directrice du Pôle territorial
de formation de la DIR-IDFOM**

Marion FIRER